

10 Espagne

10.1 – L'agriculture et l'économie espagnole

10.1.1 - Évolution et perspectives de l'économie espagnole

En 2004, l'économie espagnole a présenté une croissance saine qui a permis au pays de consolider les bons résultats enregistrés en 2003 et les années précédentes et de continuer ainsi à se rapprocher de la moyenne européenne. Toutefois, l'inflation et la balance commerciale peuvent compromettre ce bilan positif, comme nous le verrons dans les prochains paragraphes.

D'après les dernières données de l'Institut national de la statistique, l'ensemble de l'économie a progressé de 3,1% en termes de PIB par rapport à 2003 avec des taux de croissance constants tout au long de l'année.¹ Comme au cours des années précédentes, la croissance a été essentiellement soutenue par la consommation interne avec, en plus, une augmentation remarquable des investissements. Par ailleurs, les mauvais résultats enregistrés en ce qui concerne les exportations nettes ont entraîné une baisse de la croissance globale de 1,6 points de pourcentage. Le **tableau 1** montre les principaux chiffres de l'économie espagnole en 2004 et 2003.

Le taux de la consommation publique a dépassé celui de la consommation privée avec respectivement 6,4% et 4,3% et sont tous deux supérieurs aux chiffres de 2003. L'évolution positive de la consommation privée est étroitement liée à plusieurs facteurs, les plus importants étant la croissance de l'emploi et une augmentation nette du patrimoine, suite aux hausses à la Bourse et à l'augmentation des valeurs des biens immobiliers, ainsi que les taux d'intérêt bas et un accès aisé aux prêts.

¹ En mai 2005, l'Institut national de la statistique a modifié la méthode de calcul des comptes nationaux, changeant les données utilisées et introduisant des variations méthodologiques importantes. En résumé, en ce qui concerne les données statistiques, le principal changement réside dans l'utilisation de nouvelles estimations de la population (avec des chiffres de population plus élevés que dans le passé). En ce qui concerne la méthodologie, le principal changement consiste dans l'adoption d'un indice-chaîne pour les estimations conformément à la décision 98/715 de la Commission. Cela signifie que l'année précédente est prise comme année de référence pour le calcul de la croissance annuelle. Il n'y a par conséquent pas de période de référence fixe et les estimations de la croissance pour l'année 2004 sont faites par rapport à 2003, celles de 2005 par rapport à 2004 et ainsi de suite. Un autre changement au niveau de la méthode concerne la comptabilisation des activités des intermédiaires financiers également suite à un règlement CE. Il résulte de toutes ces modifications que les chiffres du PIB espagnol ont augmentés pour les périodes précédentes comme le montre le **tableau 2**.

Tableau 10.1 - Économie espagnole. Croissance du PIB. Variation annuelle (%) (nouvelle méthodologie CNE-2000)

Activités	2003	2004
Dépenses publiques et privées	2,8	4,8
- Consommation des ménages	2,6	4,3
- Consommation des organisations à but non lucratif	1,7	2,7
- Consommation publique	3,9	6,4
Formation brute de capital fixe	6,2	3,9
- Équipements	1,9	2,1
- Construction	6,3	5,5
- Autres	7,8	4,4
Variations de stocks	-	-
Demande intérieure	3,8	4,7
Exportations de biens et de services	3,5	2,7
Importations de biens et de services	6,2	8,0
Demande extérieure	-0,9	-1,6
Produit intérieur brut	2,9	3,1

Source : Institut national de la statistique.

Tableau 10.2 – Économie espagnole. Comparaison entre la nouvelle méthodologie (CNE-2000) et l'ancienne (CNE-1995). Croissance du PIB en termes réels, variation annuelle (%)

	CNE-2000	CNE-1995
2001	3,5	2,8
2002	2,7	2,2
2003	2,9	2,5
2004	3,1	2,7

Source : Institut national de la statistique.

En ce qui concerne les investissements, les bons résultats des entreprises au cours de l'année et les perspectives relativement bonnes combinés à une plus grande facilité d'accès à des prêts ont entraîné une augmentation des investissements des entreprises en équipement. Il faut également souligner la croissance continue des opérations d'investissement dans le secteur de la construction, lesquelles en 2004 sont passés à 5,5% au lieu du ralentissement annoncé de l'activité de ce sous-secteur. Elle a été responsable d'une bonne partie de la croissance de l'année dernière et devrait vraisemblablement continuer à jouer un rôle important dans les prochaines années si les attentes du marché de l'immobilier poussent les entreprises de construction à procéder à de nouveaux investissements.

L'inflation continue à peser sur l'économie espagnole. En 2004, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 3,2%, à savoir 0,6 point de pourcentage au-dessus des chiffres de 2003. La majeure partie de l'augmentation est due à la hausse des prix du pétrole sur le marché international, en dépit du taux de change euro-US dollar favorable aux importateurs européens. Les services se sont eux aussi montrés très peu disposés à baisser leurs prix. Par contre, les prix des biens industriels n'ont que modérément augmenté en raison de la concurrence existant dans ce secteur. En ce qui concerne l'alimentation, il est à souligner que les produits frais ont connu eux aussi une croissance modérée alors que les produits alimentaires transformés ont enregistré des taux de croissance plus élevés.

En ce qui concerne les mauvais résultats des prix espagnols, la comparaison avec les partenaires de la zone euro montre que l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) espagnol continue à être nettement au-dessus de la moyenne. En 2004, l'indice espagnol a montré une croissance de 3,3%, alors que la moyenne dans la zone euro était de 2,4%, élargissant ainsi l'écart entre les deux indices. En fait, parmi tous les pays de l'euro, seul le Luxembourg a présenté en 2004 un IPCH supérieur à celui de l'Espagne.

Il faut toutefois attirer l'attention sur le fait qu'en général l'Espagne, comparée aux autres grandes économies de l'euro, se trouve actuellement dans une phase d'essor du cycle économique, avec une forte demande intérieure qui provoque une hausse des prix plus forte que dans les autres pays de l'euro. Le manque de politique monétaire nationale avec des objectifs nationaux précis ainsi que d'autres facteurs internes font que les économistes espagnols sont pessimistes quant à leurs estimations concernant l'évolution des prix dans les années à venir. En ce qui concerne les facteurs intérieurs, ceux mentionnés dans le rapport de l'année dernière continuent à rester d'actualité, comme le manque de concurrence dans nombre de secteurs clés et les négociations salariales annuelles liées aux prévisions en matière d'inflation. En outre, le nouveau gouvernement a introduit un réajustement annuel du salaire minimal également lié aux prévisions en matière d'inflation, aggravant ainsi le problème étant donné que certaines négociations salariales sont liées au salaire minimal. Le **tableau 3** montre les chiffres concernant les prix pour 2003 et 2004.

Tableau 10.3 – Évolution de l'indice des prix à la consommation (2001=100)

	2003	2004
Variation (%)	2,60	3,20
Différence par rapport à l'IPCH moyen dans la zone euro (%)	0,70	0,90

Source : Institut national de la statistique.

Les bons résultats de l'activité économique intérieure se sont traduits par la création de 422 000 nouveaux emplois en 2004. Il est à noter que, bien que le secteur des services ait été le principal créateur net d'emplois, une certaine décélération a pu être observée par rapport à 2003. De plus, l'augmentation globale des emplois a été particulièrement importante au niveau des emplois à temps partiel et parmi les femmes. Dans ces deux domaines, l'Espagne présente un retard considérable par rapport à ses partenaires européens. L'augmentation du nombre d'actifs occupés a abouti à une diminution notable du taux de chômage (10,56% à la fin de l'année alors qu'en 2003 il était de 11,37%) et ce bien que la population active et le taux d'activité augmentent chaque année. Le **tableau 4** montre les chiffres de la situation de l'emploi. Enfin, une dernière remarque importante doit être faite sur les différences significatives en matière de taux de chômage entre les hommes (7,76%) et les femmes (14,55%), le marché ne semble en effet pas prêt à intégrer les femmes entrant sur le marché du travail.

Tableau 10.4 – Statistiques de l'emploi

	2002	2003	2004
Taux de chômage (%)	11,62	11,37	10,56
Taux d'activité (%)	54,63	55,91	56,74
Nombre d'actifs (en milliers)	19 037,2	19 811,7	20 447,5
Nombre d'actifs occupés (en milliers)	16 825,4	17 559,7	18 288,1
Nombre de chômeurs (en milliers)	2 211,8	2 252,1	2 159,4

Source : Enquête sur la population active, Institut national de la statistique.

Les mauvais résultats du secteur de l'exportation se reflètent dans la balance négative des paiements courants qui s'est détériorée tout au long de l'année 2004 aboutissant, à la fin de l'année, à une perte de 4,2 points de pourcentage au niveau du PIB. Les taux de change de l'euro par rapport aux autres devises associés à la forte demande intérieure et aux produits extrêmement compétitifs en provenance des pays d'Asie de l'Est ont entraîné une forte augmentation des importations. D'autre part, les exportations n'ont pas augmenté au même rythme et ce pour plusieurs raisons, la faiblesse des partenaires européens et les taux de change de l'euro étant les principales causes d'après les études menées par plusieurs économistes (Servicio de Estudios La Caixa, 2005).

Ce point mérite d'être étudié de plus près. Comme il est dit dans le paragraphe précédent, les mauvais résultats des exportations sont imputés à des circonstances extérieures. Certes ceci peut être vrai pour une année donnée, mais il est également vrai que les exportations nettes montrent chaque année un déficit et ce depuis 1998, il pourrait donc y avoir aussi d'autres raisons. Une explication est la perte de compétitivité des produits espagnols sur les marchés internationaux. Premièrement, l'inflation est plus élevée que dans les pays concurrents comme il a été montré dans les paragraphes précédents. Deuxièmement, une modernisation

des ressources tant humaines que technologiques semble nécessaire pour arriver à surmonter l'écart de compétitivité. Au cours des dernières années, les investissements directs étrangers (IDE) ont diminué en Espagne suite à des fermetures d'entreprises ou à des stratégies d'externalisation.

L'Espagne n'est ni une économie profondément novatrice ni un pays de main-d'œuvre bon marché et souffre par conséquent des pressions venant des deux côtés. Il est probable que l'amélioration de la qualification de la main-d'œuvre et la facilitation de l'accès aux nouvelles technologies pourraient aider à mieux définir le rôle de l'Espagne dans le cadre de la division mondiale du travail et du commerce. D'après l'analyse de l'OCDE (OCDE 2005), il importe pour l'Espagne d'éviter de trop se spécialiser dans des secteurs à relativement faible technologie où elle aura sans doute à faire face à une concurrence croissante des pays à faibles coûts de main-d'œuvre.

L'Espagne pourrait être ainsi à même d'attirer à nouveau des IDE - un moyen d'importer des technologies à court et moyen terme - en raison de la qualité de sa main-d'œuvre, des bonnes infrastructures, d'un large accès aux technologies et de sa stabilité économique et politique. Le défi à long terme pour le pays est de se transformer en une économie novatrice exportatrice de technologies reposant sur de solides bases.

Une dernière remarque doit être faite concernant le changement de gouvernement national qui a eu lieu en mars 2004. Bien que le nouveau gouvernement appartienne aux partis de gauche, les changements attendus en matière de politique économique restent faibles. Le principal changement concerne peut être la question de la stabilité économique : alors que le gouvernement précédent visait à réduire à zéro le déficit public à la fin de l'exercice budgétaire, le gouvernement actuel a déclaré son intention de tendre à la stabilité économique tout au long de l'ensemble du cycle économique. Les agents économiques ont interprété ceci comme un gain de liberté pour les autorités publiques pour augmenter les dépenses relatives aux questions sociales entraînant un petit déficit au cours des premières années du nouveau gouvernement.

Comme l'OCDE l'a souligné dans son étude économique de l'Espagne en 2005, alors qu'il est justifié de viser à maintenir des finances publiques saines, les nouvelles mesures ne doivent cependant pas nuire à la discipline budgétaire. En outre, il faudra mettre en œuvre des mesures visant à maintenir un système de surveillance budgétaire pour les régions et à inciter davantage les autorités régionales à agir en étant plus soucieuses des coûts en vue de consolider la situation budgétaire. Enfin, la viabilité à long terme des finances publiques, en prêtant une attention particulière aux régimes publics de retraite, constitue aussi un sujet de préoccupation vu le vieillissement de la population espagnole.

10.1.2 - Agriculture et alimentation dans l'économie nationale

En 2004, le secteur agricole a perdu 1,0 point de pourcentage de valeur ajoutée comparé à 2003 et est le seul secteur présentant des résultats négatifs comme le montre le **tableau 5**. Tout comme en 2003, il s'agissait là du seul secteur avec des résultats négatifs dans l'ensemble de l'économie et, même dans les années où les résultats étaient positifs, ils étaient inférieurs à ceux des autres secteurs. D'après l'Institut national de la statistique, sa valeur ajoutée a représenté 3,13% du PIB total.

En ce qui concerne la part de l'agriculture dans le marché du travail, elle représente un pourcentage légèrement plus élevé que celui de la contribution au PIB. Ainsi, d'après l'Institut national de la statistique, les actifs dans l'agriculture constituaient fin 2004 5,6% de la population active totale. Au début de l'année 2002, ce taux était de 6,66%, ce qui indique une réduction du nombre d'actifs dans ce secteur. L'analyse de la population active occupée permet de tirer les mêmes conclusions: en décembre 2004, le nombre d'actifs occupés dans l'agriculture correspondait à 5,36% des actifs occupés dans l'ensemble de l'économie. Au dernier trimestre 2003, le taux d'actifs occupés s'élevait à 5,76%.

Tableau 10.5 – Indicateurs économiques: croissance du PIB par secteur de production (%)

	2002	2003	2004
Agriculture	0,4	-0,1	-1,0
Énergie	2,3	1,4	2,2
Industrie	0,7	0,9	0,7
Construction	6,3	5,1	5,1
Services	2,6	2,8	3,5

Source : Institut national de la statistique.

En conclusion, il faut souligner que la valeur ajoutée pour chaque actif occupé dans l'agriculture est inférieure à la moyenne nationale, ce qui signifie qu'il faut s'attendre à la poursuite du mouvement des travailleurs se tournant vers d'autres secteurs.

10.2 – Production agricole et alimentaire, consommation et échanges alimentaires

10.2.1 - Structures agricoles et utilisation des terres

D'après les résultats récemment publiés de l'étude des structures de 2003, la taille moyenne des exploitations a augmenté de 8,62% depuis le recensement de 1999. Bien que le recensement et les études ne puissent être comparés, ces résultats confirment la tendance observée au cours des dernières années.

Actuellement, la taille moyenne des exploitations faisant partie de l'étude est de 22,07 hectares de surface agricole utile (SAU) alors qu'en 1999 elle était de 20,32 ha.² Le nombre d'exploitations a diminué (- 11,39%), avec le même schéma pour tous les types d'utilisation des terres, à l'exception des vignobles dont le nombre a augmenté de 2,16%.

Comme il a été fait remarquer dans les rapports précédents, l'agriculture espagnole réduit fortement le nombre d'exploitations agricoles et la dimension moyenne des exploitations va en croissant, le tout restant encore en dessous de la moyenne de l'UE-15. Les **tableaux 6 et 7** donnent les chiffres les plus significatifs découlant du recensement de 1999 et de l'étude de 2003.

Tableau 10.6 – Structures agricoles. Comparaison du recensement de 1999 et de l'étude de 2003

	1999	2003	Variation (%)
Nombre d'exploitations	1 287 418	1 140 733	-11,39
Surface totale (ha)	35 205 947	33 314 181	-5,37
Surface agricole utile (SAU) (ha)	26 158 409	25 175 260	-3,76
Terres cultivées (ha)	16 790 021	16 649 029	-0,84
Cultures annuelles et jachères (ha)	12 367 928	12 302 675	-0,53
Fruits (ha)	1 133 204	1 095 647	-3,31
Olives (ha)	2 220 266	2 204 396	-0,71
Vignes (ha)	1 010 074	1 031 892	2,16
Total surface/exploitation (ha)	27,35	29,2	6,79
SAU/exploitation (ha)	20,32	22,07	8,62
SAU/surface totale (%)	74,3	75,57	1,71
Terres cultivées/SAU (%)	64,19	66,13	3,03

Source : Étude structurelle 2003. Institut national de la statistique.

² Notez que les études ne prennent en compte que les exploitations remplissant une des conditions suivantes: a) avoir plus d'un hectare de SAU; b) avoir plus de 0,2 ha consacrés aux légumes, aux fleurs, en pépinières, vergers irrigués ou serres; c) les élevages de dimension économique minimale. Seules les exploitations remplissant un de ces critères ont été retenues dans le recensement de 1999 pour les comparaisons faites dans ce rapport.

Tableau 10.7 – Nombre d'exploitations par taille et superficie, recensement de 1999

Taille	Nombre	% du total	% cumulé
0 - 1 ha	455 424	0,25	0,25
1 - 5 ha	643 128	0,36	0,61
5 - 20 ha	403 109	0,23	0,84
20 - 50 ha	137 010	0,08	0,92
50-100 ha	58 994	0,03	0,95
>100 ha	66 791	0,04	0,99
Total	1 790 200	1,00	

Note : Le chiffre total inclut les exploitations sans terre.

Source : Recensement agricole 1999. Institut national de la statistique.

D'après López (2003), trois facteurs ont été à la base du processus d'ajustement structurel. Premièrement, le taux de disparition d'exploitations a augmenté au cours des années 90. Parallèlement, la mobilité des terres s'est améliorée et, enfin, les changements au niveau de l'utilisation des terres ont abouti à l'augmentation de la SAU totale, comme le montre clairement le tableau 10.6, et ainsi à l'augmentation du rapport SAU/surface totale.

En ce qui concerne la dimension économique des exploitations agricoles, on a observé que la marge brute par hectare de SAU exprimée en unité de dimension européenne (UDE) a fortement augmenté et est passée de 0,37 UDE/hectare en 1989 à 0,59 UDE/hectare en 1999, ³ c'est-à-dire un taux annuel de variation de 4,9% pendant dix ans. Deux éléments expliquent cette amélioration: i) la hausse des rendements et ii) l'évolution des prix et des subventions qui a abouti à une augmentation de la marge brute par unité physique. La marge brute par exploitation a plus que doublé pendant cette période de 10 ans et est passé de 4,0 à 8,7 UDE par exploitation.

En ce qui concerne l'évolution globale de l'utilisation des terres, le **tableau 8** montre que le principal changement au niveau des terres labourables est le passage de terres cultivées (cultures annuelles et permanentes) à des terres en jachère entre 2002 et 2003. On a aussi observé une hausse marquante du pourcentage de terres en jachère irriguées. De même, la surface forestière a augmenté, avec une diminution des forêts sous-exploitées (de faible densité à faible rendement économique) au profit d'autres types de forêts plus productives.

³ L'équivalence de l'UDE en ECU (euros) a augmenté pendant cette période. En conséquence, certains chercheurs "corrigeant" les données brutes afin de comparer les résultats. Ceci n'a pas été fait dans notre analyse.

Tableau 10.8 – Utilisation des terres en Espagne (1000 ha)

Utilisation	En sec		Irriguées		Total	
	2002	2003	2002	2003	2002	2003
Cultures annuelles	7 591,4	7 497	2 180,7	2 167,3	9 772,1	9 664,3
Gel, jachère et inculte	3 020,8	3 158,5	174,3	194,6	3 195,1	3 353,1
Cultures permanentes	3 859,3	3 846,2	1 117,8	1 117,6	4 977,1	4 963,7
Total terres labourables	14 471,5	14 501,6	3 472,8	3 479,5	17 994,2	17 981,1
Prairies naturelles	1 261,5	1 253,5	317,7	292	1 579,2	1 545,5
Herbages	5 658,7	5 548,2	-	-	5 658,7	5 548,2
Total prairies & herbages	6 920,1	6 801,7	317,7	292	7 237,8	7 093,7
Forêts de ligneux	7 557,2	7 613,7	-	-	7 557,2	7 613,7
Forêts de faible densité	4 297,1	4 246,1	-	-	4 297,1	4 246,1
Forêts de bois de chauffage	4 638,3	5 007,3	-	-	4 638,3	5 007,3
Total forêts	16 492,7	16 867,2	-	-	16 492,7	16 867,2
Autres terres	8 857,3	8 594,8	-	-	8 857,3	8 594,8
Surface totale	46 741,5	46 765,3	3 790,5	3 771,5	50 532	50 536,8

Parmi les cultures, la plus importante du point de vue de la superficie est l'orge avec plus de 3 millions d'hectares. L'orge, tout comme les autres céréales d'hiver, est semé essentiellement dans les régions intérieures de la péninsule ibérique. La deuxième culture la plus importante en termes de superficie est celle des olives, principalement utilisées pour la production d'huile et une plus petite partie comme olives de table. Bien que cette culture arbustive soit répartie sur l'ensemble de la Péninsule et des îles Baléares, les principales plantations se trouvent dans les régions méditerranéennes comme en Andalousie, à Valence et en Catalogne.

Les autres cultures importantes pour les régions méditerranéennes peuvent être classées en deux groupes. D'un côté, la vigne et les fruits à coque font partie des cultures permanentes traditionnelles, tout comme dans d'autres pays méditerranéens, et occupent une partie significative de la surface agricole totale. Ces cultures ont connu une évolution différente au cours de ces dernières décennies. D'une manière générale, on assiste à une modernisation et à une intensification de la culture de la vigne alors que pour les fruits à coque (les amandes étant les plus importantes) on observe une réduction des superficies et une diminution de leur importance dans l'agriculture nationale. On les trouve maintenant surtout dans les montagnes et les régions arides où elles ne peuvent pas être remplacées par d'autres cultures plus rentables. De l'autre, les agrumes et les produits horticoles constituent les principaux produits faisant le succès des exportations agricoles espagnoles (voir 10.2.5) et ce bien que ces cultures soient

moins importantes sur le plan de la superficie occupée. Le **tableau 9** montre les chiffres des surfaces par produit fournis par le ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

Tableau 10.9

	Surface 1000 ha		
	2003 (<i>déf.</i>)	2004 (<i>prov.</i>)	2005 (<i>est.</i>)
Blé dur	913,2	910,7	882,1
Blé tendre	1 307,5	1 240,8	1 273,5
Orge	3 110,9	3 170,4	3 166,7
Maïs	476,1	479,7	430,0
Riz	118,3	121,3	112,1
Autres céréales (avoine, seigle, triticales, sorgho)	652,3	615,7	609,6
Total céréales	6 578,3	6 538,6	6 474,0
Pommes de terre	101,1	97,1	95,3
Betteraves à sucre	99,8	102,5	102,1
Tournesol	786,8	749,6	628,8
Autres légumineuses	566,7	573,9	578,2
Fourrage (maïs fourrager, <i>vicia sativa</i> , luzerne)	401,3	399,1	
Laitues	37,7	37,5	
Pastèques	16,0	16,3	16,0
Melons	38,9	38,1	35,4
Tomates (fraîches + industrie)	93,6	107,1	
Poivrons	22,4	21,8	
Oignons	21,3	22,8	22,5
Oranges	136,8		
Mandarines	118,6		
Citrons	47,4		
Pommes	46,0		
Poires	38,1		
Pêches	78,5		
Amandes	641,7		
Bananes	9,6		
Raisins de table	22,7		
Raisin pour le vin	1 142,4		
Olives de table	168,7		
Olives pour l'huile	2 270,8		
Autres fruits d'arbres: abricots, cerises et prunes	69,8		

Source : Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

10.2.2 - Production et prix agricoles

Depuis septembre 2004, les autorités espagnoles n'ont communiqué aucune donnée officielle sur les résultats agricoles pour l'année 2004 (à l'exception des données concernant la croissance globale du secteur et l'emploi) ; il n'y a par conséquent aucune donnée sur le revenu agricole, les consommations intermédiaires ou sur les différences entre les productions animales et végétales.

En général, on peut souligner que la production végétale s'est rétablie après la très mauvaise année agricole 2003. En effet, les conditions météorologiques ayant été plus favorables pour l'agriculture en 2004, les bons rendements ont abouti à une augmentation significative de la production de beaucoup de céréales. Il en est de même pour les légumes secs, les cultures industrielles, les pommes de terre et les cultures fourragères. Vu que les légumes ont été moins affectés par les conditions météorologiques, il y a eu des changements dans les deux directions, à savoir une remarquable hausse de la production de tomates et d'oignons et une nette baisse de la production de laitues.

D'autre part, la production arboricole totale a en général diminué, à l'exception des bananes et des mandarines. Les baisses les plus fortes ont concerné les olives pour l'huile, les pommes, les poires et les pêches. En raison de la sécheresse qui a touché pratiquement toute la péninsule ibérique, les estimations préliminaires concernant la récolte pour 2005 sont très mauvaises pour la plupart des cultures.

En ce qui concerne la production animale, il y a eu une baisse générale de la production totale de viande en 2004, avec des petites réductions dans chaque sous-secteur. Tous ces chiffres sont repris dans les **tableaux 10 et 11**.

Tableau 10.10 – Évolution des principaux produits 2003-2005

	Production 1000 t		
	2003 (<i>déf.</i>)	2004 (<i>prov.</i>)	2005 (<i>est.</i>)
Blé dur	1 989,1	2 714,6	1 151,3
Blé tendre	4 029,9	4 393,3	3 601,1
Orge	8 693,9	10 608,7	6 370,7
Maïs	4 355,0	4 765,9	n.a.
Riz	861,9	900,4	n.a.
Autres céréales (avoine, seigle, triticale, sorgho)	1 173,4	1 312,9	890,3
Total céréales	21 103,2	24 695,8	12 013,4
Pommes de terre	2 665,0	2 745,4	
Betteraves à sucre	6 365,1	7 015,2	
Tournesol	762,5	785,3	
Autres: légumes secs	519,5	588,7	409,8
Fourrage (maïs fourrager, <i>vicia sativa</i> , luzerne)	16 679,6	17 708,6	
Laitue	1 044,7	967,1	
Pastèques	733,0	764,6	
Melons	1 071,2	1 102,4	
Tomates (fraîches+industrielles)	5 493,7	6 608,8	
Poivrons	1 056,2	1 006,0	
Oignons	936,8	1 083,7	
Oranges	3 052,2	2 713,5	
Mandarines	2 060,4	2 457,7	
Citrons	1 129,6	737,5	
Pommes	888,1	603,0	
Poires	143,8	122,4	137,3
Pêches	1 270,8	916,5	1 078,7
Amandes	214,4	86,4	201,8
Bananes	402,1	412,7	412,0
Raisins de table	320,6	331,0	
Raisins pour le vin	6 927,6	6 955,3	
Olives de tables	498,7	439,2	
Olives pour huile	7 058,9	4 526,7	
Autres fruits d'arbres: abricots, cerises et prunes	482,1	330,7	445,9

Source : Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

Tableau 10.11 – Évolution des productions animales, 2002-2004

	Abattage (1000)			Production de viande (1000 t)		
	2002	2003	2004 <i>estimation</i>	2002	2003	2004 <i>estimation</i>
Viande						
Bœuf	2 692,4	2 763,1	2 683,9	676,1	706,4	702,3
Mouton	20 950,7	20 782,2	20 214,1	237,1	236,2	231,5
Chèvre	1 829,7	1 684,6	1 603,7	15,1	13,9	13,4
Porc	37 023,5	38 180,1	37 834,6	3 070,1	3 189,5	3 175,6
Cheval	29,8	24,1	24,0	5,7	4,8	4,8
Volaille	700 022,0	701 587,0	692 398,0	1 331,7	1 333,3	1 300,7
Lapin	96 353,0	90 300,0	87 655,0	119,0	111,6	106,6
Autre						

	Production (1000 t)		
	2002	2003	2004 <i>estimation</i>
Lait			
Lait de vache	6 610,4	6 632	
Lait de brebis	420,5	421,5	
Lait de chèvre	528,5	528,4	
Autre			
Œufs*	971 592		
Autres			
* en 1000 douzaines			

	Bétail (1000 têtes)		
	2002	2003	2004 <i>estimation</i>
Bovins	6 487,8	6 551,3	
Ovins	23 813,2	23 485,9	
Caprins	3 046,7	3 162,056	
Porcins	23 517,2	24 097,543	
Poules pondeuses			
Autre			

Source : Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

En ce qui concerne les prix payés aux agriculteurs (voir **tableau 12**), les prix des produits d'origine animale ont augmenté de 2,70% alors que les prix des produits d'origine végétale ont chuté de 0,25 points de pourcentage. Pour ce qui est des cultures, il y a eu des augmentations importantes du prix des pommes de terre, des cultures industrielles, des cultures fourragères, des fleurs, des fruits à coque et de

l'huile d'olive tandis que les prix pour le vin, les légumes secs et les fruits autres que les agrumes ont chuté. Les viticulteurs sont confrontés à une crise sans précédent avec des prix réels baissant chaque année et, si cette situation continue dans les années à venir, il faudra alors s'attendre à une baisse de la production et du nombre d'exploitations.

Tableau 10.12 – Prix à la ferme, 2002-2004

Prix€/t	2002	2003	2004 <i>estimation</i>
Blé	134,1	138	141,5
Orge	118,2	121,5	128,3
Maïs	137	147,9	148,7
Riz	275,1	274,8	207,9
Autres céréales: avoine	126,2	123	125
Autres céréales: seigle	122,2	142,9	124,2
Autres céréales: sorgho	128,2	147,2	138,8
Pommes de terre	163,2	212,5	221,9
Betteraves à sucre	51,5	58,8	60,8
Tournesol	261,4	216,5	229,9
Fourrage: luzerne	118,3	111,1	118,4
Laitues	381,5	476,6	321,5
Pastèques	191,6	302,3	175,8
Melons	235,5	316,7	297,4
Tomates	459,7	490,9	412,1
Poivrons	603,9	782,3	836,6
Oignons	147	165,9	161,8
Oranges	199,7	191	210,6
Mandarines	271,8	266,6	255,1
Citrons	233,9	252,4	212,9
Pommes	319,8	350,4	314,5
Poires	419,6	503,5	472,8
Pêches	491,7	628,4	625
Abricots	419,3	730,7	744
Amandes	686,8	919,3	1348,6
Bananes	273,8	299,9	248,7
Raisins de table	433,1	428,4	414,1
Vin blanc*	2,79	2,97	2,43
Vin rouge*	5,3	5,75	3,98
Olives de table	462,2	495,6	516,7
Olives pour l'huile	352,5	333,8	426,7
Huile d'olive	1 913,8	2 190,2	2 387,4
Autre: haricots	1 461,5	1 400,2	1 228,9
Autre: prunes	412,5	617,8	662,4
Autre: cerises	1 164,4	1 593,7	2 339,1

Tableau 10.12 (suite)

	Prix€/t		
	2002	2003	2004 <i>estimation</i>
Veau (bœuf < 1 an)	1 951,7	1 947,8	1 863,2
Bœuf (> 2 ans)	860,5	815,8	795,5
Mouton (< 1,5 mois)	3 756,7	3 720,5	3 864,5
Chèvre (< 1,5 mois)	4 516,1	4 536,5	4 378,7
Porc	1 037,4	968	1 048,6
Volaille	741,5	835,9	857,1
Lapin	1 395,7	1 827,9	1 722,2
Lait			
Lait de vache**	29,5	29,53	31,88
Lait de brebis**	77,9	77,35	77,25
Lait de chèvre**	45,76	45,63	48,34
Œufs ***	76,46	90,23	85,05
Autre			

* Prix en €/hectolitre d'alcool pur

** Prix en €/100 litres

*** Prix en €/100 douzaines

Source : Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

Pour ce qui est des produits d'origine animale, les prix du bœuf, de la viande de chèvre, du lapin et des œufs ont diminué tandis que ceux du lait et de la viande de porc ont augmenté.

En ce qui concerne les prix payés par les agriculteurs, le prix de tous les intrants a augmenté chaque année. Dans l'ensemble, seuls les aliments pour animaux ont connu des augmentations de prix modérées (moins de 5% en général), tandis que la plus forte hausse de prix a été enregistrée pour les carburants qui ont augmenté annuellement de 11,46 points de pourcentage. Le **tableau 13** montre les indices poste par poste.

Plusieurs estimations faites par les organisations d'agriculteurs montrent que le carburant représente environ 10% des coûts totaux dans l'agriculture. Tout comme cela a été le cas dans d'autres secteurs fortement dépendants de cet intrant (comme les transports), les agriculteurs ont manifesté au cours du deuxième semestre 2004 pour faire pression sur le gouvernement à cause des augmentations du prix des carburants. Les organisations et le gouvernement sont finalement arrivés à un arrangement consistant en une compensation sous la forme de 170 millions d'aide aux agriculteurs. Vu que les prix du pétrole ont continué à augmenter en 2005, plusieurs voix se sont élevées pour demander une réduction ou l'élimination totale de la taxe spécifique grevant les carburants en Espagne pour les secteurs des

transports, de la pêche ou de l'agriculture pour les achats de carburant à usage professionnel.

Tableau 10.13 – Prix des principaux intrants, indices 2002-2004

	unité	indice 1995=100 (excepté*)		
		2002	2003	2004 <i>estimation</i>
Main-d'œuvre non qualifiée*	1985=100	286,65	291,92	300,19
Main-d'œuvre qualifiée: conducteur de tracteur*	1985=100	292,96	289,54	298,43
Terres non irriguées		194,4		
Terres irriguées		174,1		
Semences		132,85	141,65	147,91
Plants		137,86	121,69	132,77
Carburant		154,99	161,88	180,43
Transport				
Engrais azotés		115,69	115,77	124,55
Engrais phosphatés		106,89	110,03	116,65
Potassium		114,12	116,63	118,65
Autre: engrais composés		106,57	106,47	108,64
Produits phytosanitaires		117,29	119,41	120,58
Services vétérinaires		140,55	131,64	145,26
Main-d'œuvre salariée				
Préparation du sol		128,15	130,4	134,97
Location de tracteur				
Location de moissonneuse-batteuse*	1985=100	282,3	297,7	297,85
Fourrage		108,56	104,54	109,09
Aliments concentrés		100,65	101,14	104,5
Aliments pour bétail		104,04	103,34	103,36
Aliments pour ovins et caprins		102,63	100,88	103,08
Aliments pour porcins		99,84	99,8	104,83
Aliments pour volaille		98,58	100,87	104,57
Eau d'irrigation				
Taux d'intérêt à court terme				
Taux d'intérêt à long terme				

Source : Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

10.2.3 - Industries alimentaires

2004 peut être décrite comme une année de transition pour l'industrie agro-alimentaire. D'une part, la production des industries agro-alimentaires a augmenté de 1,6% en termes réels, c'est-à-dire moins que les 3% de hausse observés en 2003. D'autre part, le nombre d'entreprises a chuté de 2% dans un contexte marqué par une augmentation de 5% du nombre d'entreprises dans l'ensemble de l'économie. En même temps, l'emploi agro-alimentaire a augmenté de 1,76 points de pourcentage. Ces chiffres semblent indiquer une consolidation de la structure des entreprises.

Le secteur est assez important dans l'ensemble de l'économie: sa production totale représente environ 8,15% du PIB espagnol ; il génère 2,51% de la totalité des emplois espagnols et 13,89% de l'emploi industriel. Un autre indicateur de l'importance du secteur est sa capacité d'attirer les IDE : dans un contexte caractérisé par la diminution année après année des IDE en Espagne, le secteur a été capable d'augmenter les IDE en raison de sa compétitivité et de ses bons résultats à l'exportation. En 2004, les IDE attirés par les industries agro-alimentaires représentaient environ 34% de la totalité des IDE attirés par les industries espagnoles. Le secteur a également investi dans d'autres pays : 572 millions d'euros ont été investis dans des pays étrangers en 2004, les autres pays membres de l'UE-25 (51,26%) et l'Amérique latine (45,74%) étant les principaux bénéficiaires des IDE de l'agro-alimentaire espagnol.

Le taux de couverture des importations par les exportations est de 88% (les exportations s'élevant à 13,108 milliards d'euros et les importations à 14,9 milliards d'euros), ce qui est mieux que le chiffre pour l'économie dans son ensemble, mais moins bien que la balance agricole. Le déficit observé, bien que significatif en valeur, va en s'améliorant dans une perspective dynamique: il représente actuellement moins de 3% du déficit commercial total du pays alors qu'il était de 4,40% en 2002.

Le **tableau 14** montre l'évolution de la production au cours des 15 dernières années et le **tableau 15** regroupe les chiffres concernant la taille des industries agro-alimentaires en 2004 en termes d'effectifs. Comme il avait déjà été souligné dans le rapport de l'année dernière, une des principales caractéristiques du secteur industriel en Espagne est le pourcentage relativement élevé des petites et moyennes entreprises. En fait, dans le secteur agro-alimentaire seulement 3,3% des entreprises occupent plus de 50 personnes. Beaucoup d'entreprises agro-alimentaires espagnoles sont des entreprises familiales. Ces entreprises, dont la gestion est aussi assurée par la famille, tendent à se concentrer surtout sur le marché national, un fait qui constitue une faiblesse sur un marché mondial et un désavantage pour les futurs résultats des entreprises.

Tableau 10.14 – Production brute de l'industrie agro-alimentaire

Variation de la production (%)

	Valeur (million €)	Quantité	Prix courants	Prix constants
1989	35 574	1,4	6,4	-0,4
1990	37 263	5,6	4,7	-2,1
1991	39 486	3,2	6	0,1
1992	41 350	2,6	4,7	-1,3
1993	42 239	-6,1	2,2	-2,6
1994	44 415	1	5,2	0,5
1995	47 402	0,7	6,7	2,1
1996	49 553	1,3	4,5	1
1997	52 697	5,6	6,3	4,4
1998	53 628	3,5	1,8	0
1999	54 380	-0,3	1,4	-0,9
2000	55 023	-1,1	1,2	-2,9
2001	56 255	-2,5	2,2	-0,5
2002	58 864	3,6	4,6	0,7
2003	62 116	2,8	5,5	3
2004(*)	65 075	2	4,8	1,6

* Estimation

Source : FIAB (Fédération espagnole des industries alimentaires et de boissons).

Tableau 10.15 – Nombre d'industries agro-alimentaires, 2004

	Effectifs	0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	> 500	Total
Total de l'économie	Nombre	1 500 396	1 265 349	151 512	20 120	3 590	1 616	2 942 583
	%	50,99	43	5,15	0,68	0,12	0,05	100
Total de l'industrie	Nombre	76754	125 988	38 282	5 774	1076	415	248 289
	%	30,91	50,74	15,42	2,33	0,43	0,17	100
Industrie agro-alimentaire	Nombre	8 879	17 658	4 977	820	185	67	32 586
	%	27,25	54,19	15,27	2,52	0,57	0,21	100

Note : Données au 1^{er} janvier 2004.

Source : FIAB.

Les sous-secteurs de la viande, des boissons alcoolisées et des produits laitiers représentent les valeurs de production les plus élevées. Par contre, l'emploi est réparti de façon plus uniforme, bien que les sous-secteurs de la boulangerie et de la viande représentent presque la moitié de l'emploi total (voir **tableau 16**).

Tableau 10.16 – Sous-secteurs de l'industrie agro-alimentaire : emplois et production brute

	Emplois (en milliers de personnes)		Production brute (en millions d'euros courants)	
	2002	2003	2002	2003
Industries de la viande	88	91	11581	12294
Industries du poisson	27	27	2858	3054
Fruits et légumes transformés	37	38	4160	4635
Huiles et graisses	14	13	5046	4802
Produits laitiers	31	31	6413	6498
Produits de la minoterie	8	8	2000	2057
Aliments pour animaux	18	18	5393	6083
Pain, pâtisserie, biscuits	104	102	4190	4622
Sucre, cacao et chocolat	23	22	2772	2823
Autre aliment	27	27	2848	3302
Boissons alcoolisées	43	43	7869	7809
Eau et boissons non alcoolisées	17	17	3734	4136
Total	437	438	58864	62116

Source : FIAB. 2004 donnée non disponible.

10.2.4 - Consommation alimentaire

D'après les données de panels recueillies par le ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche, les dépenses alimentaires totales s'élevaient en 2004 à 74,752 milliards d'euros, c'est-à-dire à 7,7% de plus qu'en 2003 en termes courants et 4% en termes réels. Chaque ménage a dépensé 1 292 euros par tête, ce qui représente un total de 54,231 milliards d'euros. En 2004, les dépenses dans l'industrie de l'hôtellerie et de la restauration constituent le principal facteur responsable de la croissance des dépenses alimentaires totales qui ont augmenté de 9,9% par rapport à 2003 (environ 19,2 milliards d'euros).

L'enquête sur le budget des ménages permet de conclure qu'environ 20,22% des dépenses totales des ménages, en termes courants, sont consacrés à l'alimentation, aux boissons et au tabac⁴. En 2004, les dépenses totales des ménages espagnols se sont élevées à 82,397 milliards d'euros dont 16,661 milliards d'euros consacrés aux aliments, aux boissons et au tabac. D'après les calculs de la FIAB s'appuyant sur cette enquête, les dépenses moyennes pour ces produits étaient de 1 147 euros par ménage et de 393 euros par personne.

⁴ Ces chiffres ne tiennent compte que des dépenses des aliments consommés à la maison ; les frais de restaurants et autres dépenses des ménages ne sont pas inclus.

10.2.5 - Échanges agro-alimentaires

Les exportations agricoles représentent environ 15,7% des exportations totales espagnoles, avec une légère baisse par rapport à 2003, alors que la part des importations agro-alimentaires dans les importations totales reste en dessous des 10%. Les échanges agricoles totaux ont moins progressé que le commerce dans son ensemble, ce qui a abouti à une baisse de sa part dans le commerce national. Les secteurs présentant les plus fortes augmentations en ce qui concerne les échanges, aussi bien au niveau des importations que des exportations, sont ceux des matières premières, des biens d'équipement et des biens industriels. Pour ce qui est des biens de consommation, les exportations espagnoles ont baissé en valeur tout au long de l'année 2004 comparées à 2003, alors que les importations ont augmenté de plus de 8%.

Alors que la balance commerciale globale de l'Espagne montre un déficit, la balance des échanges agro-alimentaires a affiché des résultats positifs au cours de ces dernières années. En tout cas, il convient de souligner que le taux de couverture des importations par les exportations de produits agro-alimentaires a diminué en 2004 à 106,99% (il était de 113,05% en 2003). Cette détérioration est due au fait que les exportations ont progressé de 1,1% pendant que les importations ont enregistré une augmentation significative de 6,8%. Les chiffres totaux indiquent que les exportations agro-alimentaires se sont élevées à 21, 5249 milliards d'euros et les importations agro-alimentaires à 20,1185 milliards d'euros.

L'UE est le principal partenaire commercial de l'Espagne dans le domaine agricole. En 2004, les exportations dans les pays de l'UE-25 se sont élevées à 17,7882 milliards d'euros (82,64% des exportations agricoles totales). Par contre, seulement 60% des importations agro-alimentaires espagnoles proviennent de l'UE-25. Les **tableaux 17 et 18** reprennent toutes ces données relatives aux échanges.

Tableau 10.17 – Commerce extérieur total et agricole, 2003-2004

	2003	2004	2004
	million €		Variation (%)
Tous les produits			
Exportations	138 119,0	146 452,1	6,03%
Importations	185 113,7	207 125,5	11,89%
Produits agricoles			
Exportations	18 836,4	20 118,5	6,81%
Importations			

Source : Propre élaboration à partir des données du ministère de l'économie.

Tableau 10.18 – Commerce extérieur agricole par destination, 2003-2004

	2003	2004
	million €	
Tous les pays		
Exportations	21 294,5	21 524,8
Importations	18 836,4	20 118,5
UE-25		
Exportations	17 709,854	17 788,197
Importations	11 175,374	12 006,129

Le **tableau 19** montre une ventilation des données concernant les échanges agricoles, forestiers et de la pêche qui permet une évaluation plus précise des exportations et des importations et de souligner plusieurs facteurs importants. Premièrement, les deux principales catégories d'exportations, en termes d'importance économique, sont les fruits et les légumes frais qui toutes deux ont diminué en valeur par rapport à 2003. Vu que les exportations totales ont augmenté en valeur, on peut dire que la composition du portefeuille des exportations espagnoles concernant l'agriculture, la pêche et les forêts devient plus équilibrée et dépend moins des résultats obtenus dans ces deux secteurs clés. Il pourrait être en tout cas intéressant pour les agents publics et privés en Espagne d'analyser l'évolution des exportations de fruits et légumes.

Tableau 10.19 - Commerce extérieur par catégorie pour l'agriculture, la pêche et les forêts, 2003-2004

	2003		2004	
	Imports million €	Exports million €	Imports million €	Exports million €
Animaux vivants	386,45	259,61	334,48	283,7
Viandes et abats comestibles	790,04	1 473,33	833,9	1 719,26
Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	4 086,53	1 595,42	3 942,11	1 688,24
Produits laitiers, œufs d'oiseaux, miel naturel	1 213,02	724,31	1 351,05	702,5
Autres produits, d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs	86,58	76,65	98,13	96,17
Plantes vivantes et produits de la floriculture	192,89	211,35	186,78	212,47
Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	634,16	3 452,06	831,98	3 328,38
Fruits comestibles (y compris à coque); écorces d'agrumes ou de melons	1 069,68	4 549,77	1 228,82	4 285,88
Café, thé, maté et épices	335,53	127,61	339,06	130,19
Céréales	1 292,22	401,47	1 350,56	308,07
Produits de la minoterie, malt, amidons et fécules, inuline, gluten de froment	88,76	153,77	92,16	160,7

Tableau 10.19 (suite)

	2003		2004	
	Imports million €	Exports million €	Imports million €	Exports million €
Graines et fruits oléagineux, semences et fruits divers; plantes industrielles ou médicinales; pailles et fourrages	1 129,62	179,95	1 130,57	166,98
Gommes, résines et autres sucres et extraits végétaux	63,02	126,14	70,78	120,47
Matières à tresser et autres produits d'origine végétale, non dénommés ni compris ailleurs	10,55	7,72	10,77	7,16
Graisses et huiles animales ou végétales; produits de leur dissociation; graisses alimentaires élaborées; cires d'origine animale ou végétale	471,84	1 595,57	597,04	1 944,47
Préparations de viandes, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques	425,85	601,6	424,57	599,77
Sucres et sucreries	460,05	381,61	463,26	344,31
Cacao et ses préparations	430,57	229,52	425,89	222,4
Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculés ou de lait; pâtisseries	633,9	554,32	717,56	596,32
Préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	537,21	1 622,09	576,68	1 569,60
Préparations alimentaires diverses	851,47	579,53	909,5	600,28
Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	1 465,07	2 085,21	1 590,73	2 114,02
Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux	982,22	306,31	1 176,60	304,69
Tabacs et succédanés de tabac fabriqués	1 324,22	157,36	1 565,72	168,95
Cuir	708,24	522,44	551,32	474,03
Bois et charbon de bois	2 095,76	817,01	2 121,76	878,52
Liège	138,55	289,82	121,38	260,35
Pâtes de bois	431,71	395,24	429,76	475,78
Laine, poils fins ou grossiers; fils et tissus de crin	160,06	180,17	158,15	177,62
Coton	625,1	796,47	630,78	833,48
Autres fibres textiles végétales; fils de papier et tissus de fils de papier	90,69	41,55	83,55	42,97
Commerce agricole total	23 211,6	24 494,98	24 345,4	24 817,73

Source : Propre élaboration à partir des données du ministère de l'économie.

Les produits les plus importants eu égard à la valeur des exportations ont amélioré leurs résultats en 2004 par rapport à 2003, à l'exception des préparations de légumes. La viande, le poisson, les graisses et les boissons semblent devenir plus compétitifs. Par contre, on observe un ralentissement relativement marqué au niveau des exportations de plusieurs produits intermédiaires comme les céréales, le sucre et les sucreries ainsi que les produits laitiers et le cuir.

En ce qui concerne les importations, les produits de la pêche constituent la principale catégorie de produits représentant plus de 16% des dépenses d'importations. Le bois, les boissons, le tabac, les produits laitiers, les fruits, les graines oléagineuses et les céréales occupent également une place importante. Parmi ces produits importants, les importations de tabac, de fruits et de produits laitiers ont fortement augmenté, la valeur des importations de poissons étant le seul poste à avoir connu une baisse.

Un point intéressant à souligner est la différence observée suivant l'origine des produits commercialisés. Les produits forestiers interviennent pour 11,63% dans les importations et pour seulement 7,22% dans les exportations. Dans le cas des produits de la pêche, la situation est similaire, comme il a été dit, leur part dans les importations est assez importante (16,19%) contrairement à leur part dans les exportations (6,80%). Le commerce des produits d'origine animale est assez équilibré, avec 15% de la totalité des importations et des exportations, malgré un résultat net déséquilibré dans plusieurs sous-secteurs comme dans celui des produits laitiers.

10.3 – Agriculture et politiques agro-alimentaires

10.3.1 - La RMP en Espagne

La révision à mi-parcours (RMP) de la politique agricole commune en juin 2003 a clairement constitué l'événement le plus important au niveau de la définition des politiques agricoles en Espagne au cours de ces dernières années. Son champ d'application s'est élargi depuis avril 2004 avec la réforme des secteurs du tabac, du coton, du houblon et de l'huile d'olive suivant le même système de paiements découplés.

En 2005 et 2006, les pays pourront retenir une partie des paiements liés à la production (découplage partiel) afin d'éviter l'abandon de la production dans plusieurs régions. L'année dernière, le rapport annuel du CIHEAM a fourni des éclaircissements sur nombre des aspects de la réforme, y compris les diverses options choisies par chaque État membre méditerranéen de l'UE-15 (CIHEAM, 2005). L'Espagne n'appliquera pas le système de paiement unique avant 2006, tout comme la France, la Grèce, les Pays-Bas et la Finlande. Les paragraphes suivants présentent un résumé des propositions du ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche (octobre 2004) concernant l'application de la RMP aux nouveaux points de la réforme sur la base de l'évaluation et des décisions du gouvernement central.

- La référence historique individuelle (les années de référence étant 2000, 2001 et 2002) au lieu des modèles de calcul régionaux utilisés en Allemagne, en Finlande, au Danemark, au Luxembourg et en Suède.

- Le découplage partiel des cultures arables, avec 25% du paiement couplé. La raison de ce choix est l'extrême importance des cultures arables sur le plan de l'utilisation des terres (environ 40% de la SAU) associée à la difficulté de trouver des solutions de remplacement dans nombre de zones et au fait qu'elles viennent compléter l'arboriculture et l'élevage extensif dans d'autres zones. En tout cas, le ministère souligne l'importance des cultures arables pour le maintien de l'activité économique et essaye par conséquent de maintenir des incitations à la production.
- Une réduction de la surface de gel obligatoire en vue de maximaliser les droits (en effet, le gel de terres n'influe pas sur le *calcul des droits* mais bien sur *l'aide reçue*).
- Pour le secteur bovin, la Commission propose trois possibilités de découplage partiel. Une possibilité consiste à garder couplé à 100% la prime à la vache allaitante avec le couplage de 40% de la prime pour les veaux et le couplage à 100% pour les gros bovins. Les deux autres options (couplage à 100% de la prime pour les gros bovins ou couplage à 75% de la prime pour les mâles) ne sont pas compatibles avec cette option.
- Le paiement pour les vaches allaitantes restera donc entièrement couplé à la production. En effet, la plupart des exploitations espagnoles sont situées dans des zones montagneuses de type extensif ou semi-extensif avec quelques races indigènes. En conséquence, elles aident à fixer la population et à occuper des terres dans des zones rurales présentant des caractéristiques spéciales ainsi qu'à préserver la biodiversité. En outre, vu que l'Espagne a un manque de veaux d'abattage, le gouvernement souhaite éviter une plus grande dépendance des vaches mères étrangères. C'est pour ces raisons que le plus haut niveau de couplage a été choisi.
- Il s'ensuit que la prime à l'abattage a été gardée à son niveau maximal de 40% pour les animaux adultes et a été aussi maintenue au niveau de couplage de 100% pour les veaux.
- Pour ce qui est du secteur ovin et caprin, l'Espagne essaye également de maximiser le niveau de couplage qui est ici de 50%. Vu que la plupart des exploitations pratiquant l'élevage pour la viande sont rentables à cause des paiements de la PAC, le taux maximal de couplage pourrait les aider à rester dans le secteur de la production. Tout comme cela est le cas pour les autres secteurs mentionnés, le développement rural et les questions territoriales sont des facteurs clés dans le choix de cette option.
- Le nouveau règlement pour l'huile d'olive permet aux pays de recevoir 40% du paiement total sous forme d'un paiement par hectare, les 60% restant étant un paiement découplé. Le ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche a proposé de découpler le paiement à raison de 90%, conjugué à un nouveau paiement à l'hectare qui tient compte des aspects sociaux, environnementaux, paysagers et techniques des exploitations agricoles ; c'est ainsi que 5 catégories d'oliveraies ont été définies.

- En ce qui concerne le tabac, l'Espagne gardera le taux de couplage maximal de 60% de 2006 à 2009 afin de maintenir la production aussi longtemps que possible dans les zones de plantation actuelles.
- Pour le coton, la RMP a intégré 65% du paiement pour le coton dans le régime de paiement unique. Les autres 35% constitueront un paiement par hectare avec une superficie maximale garantie. Afin d'éviter tout comportement visant uniquement à obtenir des primes, le ministère espagnol encourage la modulation des aides en fonction de la qualité du produit.
- La prime aux produits laitiers sera incorporée dans le régime de paiement unique en 2006, vu que, d'après une note officielle du ministère de l'agriculture, il n'y avait rien à gagner à l'avancer à 2005.
- En ce qui concerne la possibilité pour les pays de diminuer de jusqu'à 10% les paiements découplés et de consacrer le budget ainsi épargné aux programmes portant sur la qualité et l'environnement, article 69 du règlement 1782/03, l'Espagne a fait part de son intention d'y avoir recours mais le taux de réduction n'est pas encore fixé.

En résumé, on peut dire que l'Espagne essaye de minimiser l'impact du découplage total sur ses exploitations agricoles, le gouvernement faisant valoir que ceci est le meilleur moyen de préserver l'activité dans des zones moins adaptées à l'agriculture et à l'élevage. Cette stratégie pourrait être intéressante pendant la période de transition, mais les politiques nationales doivent développer un plan à long terme afin d'éviter les effets indésirables du découplage total.

10.3.2 - Transferts du FEOGA

Les données disponibles concernant les transferts de la section Garantie du FEOGA indiquent une légère hausse des fonds reçus par l'Espagne. L'augmentation de 2004 est due essentiellement aux augmentations des transferts dans les secteurs du riz, du vin, des fruits et des légumes ainsi que du lait. Le **tableau 20** présente une ventilation par secteur. Comme on peut l'observer dans ce tableau, plus de 25% de la totalité des crédits reçus sont consacrés aux cultures arables alors que 15,5% vont au secteur de l'huile d'olive et le secteur bovin reçoit presque 12% de l'ensemble des crédits.

Il existe dans l'agriculture espagnole trois activités importantes de type méditerranéen qui représentent environ 7% de la totalité des crédits reçus: l'élevage des ovins et des caprins, la production de fruits et légumes et le vin et les alcools. Environ 7% de la totalité des crédits ont été affectés à des programmes de développement rural.

La ventilation suivant le type de dépense montre que l'essentiel des crédits (5,029 milliards d'euros) ont été attribués sous forme de paiements directs aux producteurs, 856 millions d'euros ont été des paiements à des industries et d'autres entrepreneurs et intermédiaires privés, 33 millions d'euros ont été attribués au

financement de stockages privés, 44 millions d'euros à la distribution gratuite de produits alimentaires et 17,5 millions d'euros à l'amélioration de la qualité et à la promotion commerciale de l'huile d'olive.

Les plans de développement rural représentaient 507,5 millions d'euros, les restitutions et les facilités commerciales 183,7 millions d'euros et les dépenses relatives au stockage public s'élevaient à 78,8 millions d'euros.

Tableau 10.20 – Transferts du FEOGA Garantie, 2003-2004

Item	Unité: millions €	2003	2004
Total cultures arables	Total	1 827,82	1 824,60
	Céréales + autres cultures arables	1 172,48	1 589,60
	Blé dur	211,80	195,48
	Graines protéagineuses	47,48	11,93
	Lin non textile	0,41	0,21
	Graines oléagineuses	151,09	7,97
	Jachère	246,04	20,98
Autres subventions aux céréales	Total	-4,84	-6,62
	Restitution à l'exportation	2,06	0,47
Riz	Total	33,30	123,27
	Aide par hectare	12,24	98,39
	Restitution à l'exportation	4,50	2,67
Légumes secs et fourrages	Total	162,93	241,53
Sucre	Total	38,82	49,44
	Restitution à l'exportation	20,87	22,44
Coton	Total	168,22	266,25
Lin et chanvre textiles	Total	0,15	-0,16
Tabac	Total	113,38	106,02
Huile d'olive	Total	1 064,71	1 043,18
	Subventions à la production	990,85	968,88
	Restitution à l'exportation	0,06	0,00
Vins et alcool	Total	432,95	471,77
	Modernisation des vignobles	167,13	180,01
	Distillations	173,81	182,36
	Restitution à l'exportation	12,55	10,26
Fruits et légumes	Total	475,30	496,10
	Fonds opérationnels	117,01	121,31
	Restitution à l'exportation	8,32	9,23
Bovins	Total	859,28	806,75
	Prime à la vache allaitante	323,71	305,45
	Prime aux veaux	133,22	133,77
	Prime à l'extensification	154,14	157,06
	Restitution à l'exportation	47,65	19,28
Porcins	Total	16,43	6,60
	Restitution à l'exportation	2,71	2,64
Ovins et caprins	Total	496,69	512,26
	Prime aux ovins et caprins	369,65	377,62
Lait et produits laitiers	Total	57,68	116,07
	Restitution à l'exportation	22,19	37,45
Œufs et aviculture	Total	0,33	0,29

Tableau 10.20 (suite)

Item	Unité: millions €	2003	2004
Mesures d'accompagnement/ Développement rural FEOGA- Garantie	Total	494,61	507,46
	Retraite	44,25	44,73
	Agro-environnement	121,96	133,27
	Reboisement	90,55	80,30
Produits de la pêche	Total	3,12	6,77
TOTAL transferts du FEOGA-Garantie		6 374,89	6 707,65

Source : FEAGA (Fond espagnol de garantie agricole 2005 et 2004).

10.3.3 - Politiques nationales

Les politiques nationales se concentrent à l'heure actuelle essentiellement sur les assurances et l'eau ainsi que sur d'autres intrants, comme le carburant, mais de nouvelles politiques axées sur d'autres objectifs nationaux spécifiques devraient bientôt voir le jour. Par exemple, comme nous l'avons mentionné dans le rapport de l'année dernière, un Livre Blanc sur l'agriculture espagnole a été publié et les problèmes sont maintenant clairement identifiés ; la RMP accordant une certaine marge de manœuvre pour adapter la PAC aux besoins nationaux, le gouvernement devrait préparer des plans concernant les zones à rendements faibles et les zones montagneuses qui pourraient souffrir du découplage total à venir.

En ce qui concerne les grands thèmes "traditionnels", la politique en matière d'assurance agricole est l'une des plus développées dans le monde. Elle consiste en un système mixte dans lequel les institutions publiques sont responsables des règlements techniques, des primes et de la conception et du contrôle général pendant que l'assurance proprement dite est prise en charge par des entreprises privées. D'après les données générales relatives au Plan sur les assurances agricoles en 2004, le nombre de polices contracté a augmenté de 3%, mais le nombre de tonnes assurées a lui augmenté de 6%. C'est ainsi que le coût total des assurances s'est élevé à 523,200 000 millions d'euros, à savoir une hausse de 5 points de pourcentage par rapport au plan de 2003.

Ces chiffres confirment la situation saine des régimes inclus dans le Plan, régimes qui s'étendent et se développent d'année en année au fur et à mesure de l'identification de nouveaux besoins par les concepteurs d'assurances. Par exemple, une "assurance rendement" a été introduite au cours de ces dernières années pour les oliveraies ainsi que pour d'autres fruits, il existe aussi des assurances pour l'ensemble de l'exploitation avec différentes cultures, des assurances aquacoles, des assurances contre les incendies sur les terres agricoles à usage forestier et des assurances pour l'évacuation des animaux morts dans les exploitations d'élevage.

La ventilation du coût des assurances en 2004 en fonction de l'activité assurée a été la suivante : les assurances pour les fruits autres que les agrumes arrivent en tête de liste avec près de 20% des coûts totaux, malgré une réduction générale de la

production des principales cultures fruitières en 2004 (voir section 2.2 ci-dessus); la deuxième position sur le plan des coûts est occupée par l'assurance ci-dessus mentionnée relative à l'évacuation des animaux morts dans les exploitations d'élevage (le coût total de cette assurance s'est élevé à 82 millions d'euros); les dépenses totales pour les assurances des cultures arables, des vignobles et du bétail se sont élevées à 70 millions d'euros pour chaque catégorie ; les deux autres grands types d'assurance en termes de coûts sont les assurances pour les divers agrumes ainsi que celles pour les légumes et les fleurs.

En ce qui concerne les sinistres déclarés en 2004, 603 000 hectares ont subi des dommages et plus de 85 000 déclarations de sinistres ont été faites. Ainsi, les paiements totaux effectués aux agriculteurs se sont élevés à 297,800 millions d'euros dont 69% ont concerné des polices relatives à des cultures et 31% des polices relatives à l'élevage.

La grêle a été le risque ayant entraîné les conséquences les plus graves avec 343 000 hectares touchés et 45 000 déclarations de sinistres. La sécheresse n'a eu que peu d'importance en 2004 sur le plan des assurances, avec seulement 700 déclarations et 3 000 hectares concernés. Les premières données des assurances montrent qu'en 2005 les dommages causés par la sécheresse devraient être plus importants. Le gel a causé aussi des dommages considérables en 2004 dans de nombreuses exploitations spécialisées dans les fruits et ces dommages devraient encore augmenter de façon significative en 2005.

Pour ce qui est de la politique relative à l'eau, nous avons mentionné dans le rapport de l'année dernière le vif débat sur les transferts d'eaux entre rivières qui avaient été approuvés en 2001 par le Plan hydrographique national. Ces discussions ont porté sur des questions reflétant des préoccupations politiques, économiques, environnementales et régionales, discussions auxquelles l'UE a également pris part vu qu'elle devait cofinancer la majeure partie des infrastructures. Le nouveau gouvernement a finalement décidé d'annuler le principal transfert, à savoir la dérivation des eaux de l'Ebre vers les régions du sud-est, en raison du "manque d'une analyse économique et environnementale sérieuse". Vu que certains travaux publics avaient déjà été attribués, le gouvernement a dû verser des indemnités.

En outre, les partis de droite et l'opinion publique dans les régions du sud-est se sont montrés très critiques (et le sont encore) vis-à-vis de cette décision. Les solutions retenues par le gouvernement actuel s'appuient sur le dessalement de l'eau de mer, la gestion de l'eau et les économies d'eau. Dans le cadre de cette stratégie de l'eau, il a été décidé de maintenir le Plan d'irrigation national en vue de moderniser les systèmes d'irrigation existants et d'introduire de nouvelles zones irriguées en 2008. Les investissements totaux dépassent 5 millions d'euros à partager entre des investisseurs privés (environ 40%) et les administrations publiques (30% des gouvernements régionaux et 30% du gouvernement national).



CIHEAM

Agri.Med

**Agriculture, pêche, alimentation
et développement rural durable
dans la région Méditerranéenne**



**Rapport annuel
2006**

Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes

TABLE DES MATIÈRES

	page
AVANT-PROPOS	i
ABREVIATIONS ET SIGLES	xxi
PREFACE	xv
PARTIE I : La Méditerranée dans les négociations de l'OMC <i>(J.-M. Garcia Alvarez-Coque)</i>	1
CHAPITRE 1 : Les négociations commerciales multilatérales et leurs implications pour les pays méditerranéens	1
1.1 L'Accord sur l'agriculture et les pays méditerranéens	1
1.2 Groupes et positions	4
1.3 Points de controverse et état d'avancement	8
1.4 La réforme de la PAC et les négociations commerciales agricoles	18
1.5 Perspectives : l'avenir du système commercial multilatéral	23
1.6 Observations finales	27
Annexes	29
PARTIE II : La Méditerranée et la question céréalière. Géostratégie, échanges, perspectives	35
CHAPITRE 2 : L'approvisionnement céréaliier des pays méditerranéens : situations et perspectives <i>(M. Allaya & G. Rucheton)</i>	35
2.1 Consommations et demandes de céréales	36
2.2 Production de céréales en Méditerranée	39
2.3 Les échanges céréaliiers des pays méditerranéens	41
2.4 Perspectives	43
Tableaux annexes	47

	page
CHAPITRE 3 : Les politiques céréalières au Maroc (<i>A. Ait El Mekki</i>)	55
3.1 Introduction	55
3.2 Données structurelles de la filière céréalière au Maroc	56
3.3 Aperçu historique sur la politique céréalière des prix	65
3.4 Politique des prix et régime commercial actuels	68
3.5 Conclusions et recommandations : quelles politiques céréalières dans l'avenir ?	79
Tableaux annexes	81
CHAPITRE 4 : Les politiques céréalières en Algérie (<i>F. Chehat</i>)	87
4.1 Evolution de la consommation et de la demande	87
4.2 Les systèmes de cultures et de production céréalières	89
4.3 L'intégration des céréaliculteurs au marché	96
4.4 La restructuration des importations selon leurs origines	102
4.5 Conséquences pour l'Algérie des futures négociations de l'OMC sur l'accès au marché et le soutien à la production et aux exportations dans les pays exportateurs (USA, UE, autres)	114
CHAPITRE 5 : Les politiques céréalières en Espagne (<i>A. Langreo & I. Benito</i>)	117
5.1 Bilan céréaliier en Espagne	117
5.2 Commerce extérieur des céréales	122
5.3 Consommation de céréales	125
5.4 Production de céréales en Espagne	129
5.5 L'industrie de transformation des céréales	138
5.6 Réseau commercial du secteur des céréales	141
5.7 Organisation du secteur	143
5.8 Impact de la réforme de la PAC et perspectives	144
CHAPITRE 6 : Les politiques céréalières en Turquie (<i>E. H. Cakmak & H. O. Eruygur</i>)	147
6.1 Introduction	147
6.2 Les politiques agricoles et les céréales	147
6.3 Superficie, production, rendement et consommation	153
6.4 Prix des céréales et aides spécifiques	172
6.5 Les échanges céréaliiers	177
6.6 Conclusion	190
Annexes	193

	page
PARTIE III : Le consommateur et la qualité santé et environnementale des produits <i>(M. Padilla, R. Hamimaz, H. El Dahr, R. Zurayk & F. Moubarak)</i>	201
Introduction	201
CHAPITRE 7 : La perception des risques et de la qualité par le consommateur méditerranéen : éléments de débat autour du cas du Maroc	203
7.1 Les enjeux de la qualité et des risques dans les PVD	204
7.2 Le consommateur face aux risques alimentaires au Maroc	212
7.3 Risques alimentaires et signes de qualité	222
7.4 Pour conclure	225
CHAPITRE 8 : Le développement des produits protégeant la santé et l'environnement en Méditerranée	227
8.1 Le marché des alicaments	227
8.2 Le marché des produits biologiques et des produits hydroponiques	236
CHAPITRE 9 : Le consommateur méditerranéen face aux produits protégeant la santé et l'environnement	255
9.1 Motifs d'achats et perception des consommateurs des pays euro- méditerranéens	256
9.2 Motifs d'achats et perception des consommateurs méditerranéens (non-européens)	258
9.3 Perception des consommateurs vis-à-vis des produits hydroponiques	260
9.4 Conclusion	261

	page
Partie IV : Synthèse par pays : Espagne, Algérie, Egypte	263
CHAPITRE 10 : Espagne (<i>V. D. Martinez Gomez</i>)	263
10.1 L'agriculture et l'économie espagnole	263
10.2 Production agricole et alimentaire, consommation et échanges alimentaires	269
10.3 Agriculture et politiques agro-alimentaires	285
CHAPITRE 11 : Algérie (<i>S. Bedrani</i>)	291
11.1 Evolution de l'économie nationale en 2004 et perspectives	291
11.2 Le contexte économique et commercial international et ses implications sur l'économie nationale, plus spécifiquement dans le secteur agricole	294
11.3 Evolution des agrégats agricoles dans l'économie	295
11.4 Les productions agricoles	296
11.5 Les industries agro-alimentaires	300
11.6 Les échanges extérieurs et le taux d'auto-provisionnement	301
11.7 Le secteur de la pêche	304
11.8 Evolution des politiques agricoles et de développement rural	307
11.9 Agriculture, ressources naturelles et environnement	312
Tableaux annexes	315
CHAPITRE 12 : Egypte (<i>M. Mansour Abd El-Fattah</i>)	339
12.1 Evolution au niveau de la politique macroéconomique	339
12.2 Ressources agricoles et production agricole	343
12.3 Politiques agricoles	348
12.4 Production et revenu agricole	364
12.5 Commerce extérieur agricole	366
12.6 Consommation alimentaire	372
12.7 Industries agricoles et alimentaires (IAA)	373
Annexes	375

	page
Partie V : Les indicateurs de développement agricole et alimentaire	393
CHAPITRE 13 (<i>M. Allaya & G. Rucheton</i>)	
13.1 Introduction	393
13.2 Notes méthodologiques	393
BIBLIOGRAPHIE	411